



Des représentants d'organisations sociales des Amériques et de Jubile Sud/Amériques se sont réunis du 7 au 12 octobre à Rio de Janeiro au Brésil, et ont voté une déclaration dans laquelle ils exigent le retrait immédiat des troupes onusiennes de la Minustah en Haïti. Selon ces organisations, après presque 10 ans d'occupation, la présence de troupes de l'ONU n'a pas contribué à aider Haïti à sortir de la crise.

« La Minustah n'a fait que contribuer à l'aggravation de la détérioration de la situation de dépendance économique, politique et social et de violer systématiquement les droits fondamentaux des citoyens de ce pays », ont indiqué ces organisations dans une déclaration.

La MINUSTAH est arrivée en Haïti le 1er Juin 2004, avec des militaires et policiers mobilisés par plus de 35 pays et a utilisé d'importantes ressources financières, avec une moyenne de 700 millions de dollars par an, rapportent les ONG ajoutant que « tous les objectifs définis par le Conseil de sécurité de l'ONU, dans les résolutions répétées, ont lamentablement échoué ».

« Nous réaffirmons notre volonté de défendre le droit à l'autodétermination du peuple haïtien en conformité avec les conventions internationales et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 », poursuivent les organisations.

Elles condamnent la décision du Conseil des Nations-Unies de prolonger le mandat de la Minustah pour un an de plus.

« Au cours de l'année 2013, la MINUSTAH a continué d'accumuler des crimes contre le peuple

Haïti: « près de 10 ans, la Minustah n'a pas aidé Haïti à sortir de la crise », selon des ONG

Écrit par RLJ/HPN

Vendredi, 18 Octobre 2013 14:03

haïtien à travers les violations massives et répétées à l'encontre des femmes, des jeunes, des enfants, l'exploitation sexuelle systématique à l'encontre de nombreux jeunes, les interventions illégales, le vol, la répression des manifestations pacifiques », accusent ces organisations de défense des droits humains.

De plus, des centaines de personnes sont mortes cette même année par le choléra qui avait été introduit par des agents de la troupe onusienne, ajoutent-elles.

Cette déclaration validée par plus d'une dizaine d'organisation, exige le retrait immédiat de la Minustah, le non renouvellement du mandat de la Minustah pour la période 2013-2014, à ce que l'ONU reconnaisse sa culpabilité dans l'entrée du cholera en Haïti, et d'indemniser les familles des près de 9.000 personnes tuées et près de 700.000 infectées, tout en mettant en œuvre un système offrant un accès universel à l'eau potable.

Les organisation signataires de cette déclaration sont : Jubileo Sur / Américas, Rede Jubileu Sul Brasil, Políticas Alternativas para el Cono Sur PACS, Brasil, Diálogo 2000 – Jubileo Sur Argentina, Viento Sur, Chile, Acción Ecológica, Ecuador, Movimiento Social Nicaragüense, Red Sintí Techan, El Salvador, Organización Fraternal Negra Hondureña, Agenda Cantonal de Mujeres Desamparadeñas ACAMUDE, Costa Rica, Asociación Coordinadora Nacional de Pobladores de Áreas Marginadas de Guatemala, Plataforma de Acción por un Desarrollo Alternativo PAPDA, Haïti, Plataforma de Organizaciones Haitianas de Derechos Humanos POHDH, Haïti, Bataye Ouvrière, Haïti, Centro Memorial Martín Luther King, Jr., Cuba, Servicio Paz y Justicia, Paraguay, Servicio Paz y Justicia en América Latina.